

Nous sommes tous des menteurs

Pierre Bernhard

Professeur des Universités

Décembre 2007

Avertissement

Cette note a été écrite en 2004. En 2007 la situation a empiré à un point où beaucoup d'entre nous pensent que nous avons atteint le point de rupture où il faudra bien que "quelque chose se passe". Nous produisons des "ingénieurs" qui n'ont *aucune connaissance et ne savent pas raisonner*. Nous devrions fermer l'école où je suis en poste. Et les étudiants qui nous viennent des autres universités nous montrent que la situation est générale.

Face à la démagogie du "droit à la formation pour tous" et de tout le discours de notre ministre actuel et de l'ensemble des institutions, je voudrais rappeler deux évidences :

1. ce qui est pérenne : tous les français ne seront pas cadres supérieurs. Il y a donc bien une fonction de formation des élites (oh, le vilain mot !). Là il faut bien sélectionner. Je préfère que ce soit sur des bases de réussite aux examens plutôt que sur celle de la classe sociale.
2. Ce qui est conjoncturel : l'enseignement secondaire est en état d'échec complet, et on a renoncé à le constater (le mesurer) avec le bac. Tout le discours sur "la réduction du taux d'échec en 1er cycle" est de la langue de bois absolue. Il n'y a pas d'autre salut pour l'enseignement supérieur dans l'état actuel de l'enseignement secondaire que de faire le tri à l'issue de la première année. (Je suis rassuré qu'il en aille ainsi en médecine !!!)

Tout le monde le sait. Qui osera le dire ?

Nous sommes tous des menteurs

Pierre Bernhard

Professeur des Universités

juin 2004, révisé octobre 2005, juin 2006, novembre 2006, décembre 2007

Résumé : **Nous, les enseignants professionnels, délivrons tous de fausses attestations.**

Les faits

Nous délivrons des diplômes à des étudiants dont nous savons pertinemment qu'ils n'ont pas le niveau que, par une tradition historique, ce diplôme atteste aux tiers, et ce de la licence au doctorat, des IUT à l'École Polytechnique.

Comment puis-je affirmer cela ? J'ai moi-même été professeur dans deux universités et enseigné à l'École Polytechnique et à l'École des Mines de Paris pendant de nombreuses années, et plus sporadiquement dans une demi-douzaine d'autres établissements. Surtout, angoissé par ce que je vois, j'en ai discuté maintenant avec d'innombrables collègues enseignants, français et étrangers. En privé, autour de la machine à café, 99% de mes collègues scientifiques l'admettent.

Un test intéressant consiste à montrer à nos élèves, en séance de travaux dirigés par exemple, les examens que nous donnions il y a dix ans. Ils en restent cois.

Cet effondrement du niveau survient en parallèle avec l'effondrement du nombre d'étudiants s'inscrivant dans les cycles scientifiques. Il s'agit là d'un fait objectif, statistique, pan-européen au moins¹, qui ne peut pas aller sans une baisse corrélative du niveau.

Tentative d'analyse

Comment en sommes-nous arrivés là ? C'est une affaire compliquée, qui met en jeu toute la relation des jeunes à la société des vieux, et la transmission des savoirs et des valeurs.

Un élément simple et objectif (?) est le suivant. Le baccalauréat, par décision ministérielle, n'est plus une attestation de niveau, mais du fait que son titulaire se situe dans les 80% "meilleurs" de sa classe d'âge. Ce quelque soit le niveau de connaissances de ladite classe d'âge. Il n'y a donc plus de "sanction" pour l'enseignement secondaire français si, devant l'impossibilité de la tâche, il renonce à enseigner les sciences et les lettres. Mais à partir de là tout s'enchaîne.² Tous les observateurs, comme les rapports officiels, s'accordent à constater l'effet qui était mécaniquement inévitable : quand le nombre de bacheliers a augmenté massivement, la courbe de leur "niveau" s'est étalée. Sa tête n'a pas trop bougé, mais sa queue est allé chercher des jeunes parfaitement ignorants.³

Les disciplines de nature mathématique souffrent en outre d'un phénomène complémentaire, qui devient dramatique dans ce contexte. Alors qu'il y a encore 20 ans, les meilleurs élèves venaient vers les mathématiques, ce privilège est en train de disparaître au profit de la "communication" —à

¹Le phénomène est en effet généralisé en Europe de l'ouest en tous cas.

²Cette explication franco-française est sans doute un peu courte, puisque le mal est, au moins européen, voire occidental. Mais cette analyse n'est pas l'objet premier de cette note.

³J'ai entendu, dans une émission de radio consacrée aux problèmes de l'enseignement supérieur, un délégué syndical UNEF nier la baisse de niveau du bac au prétexte que le niveau d'éducation moyen du pays continue à croître. Outre que cette dernière affirmation soit indécidable, qu'un étudiant puisse faire pareille "déduction" montre à quel point on peut être ignorant, voire inintelligent, en ayant le bac.

ne pas confondre avec les *télécommunications*, qui sont une discipline sérieuse—, du business peut-être, de la biologie probablement —et ça, on ne peut pas le regretter. Donc le “point moyen” du niveau de nos étudiants recule dans la courbe de distribution au moment même où cette courbe s’étale dramatiquement.

Quant à la baisse des effectifs inscrits, on peut tenter une explication partielle concernant la France. Mais elle non-plus n’explique pas le phénomène européen. On a, à juste titre, développé de grands efforts pour valoriser l’image du créateur d’entreprise. Cela a marché au-delà de toute espérance, dévalorisant par contre-coup l’image du savoir et de la technique, qui ne sont manifestement pas les premières qualités requises pour réussir comme entrepreneur. Les pays occidentaux s’en mordent les doigts aujourd’hui. Mais ce qui est fait est fait.⁴

Concernant les (très) grandes écoles, le concours d’entrée continue à sélectionner avec une certaine efficacité les meilleurs de leur classe d’âge. Mais le nombre qu’ils en sélectionnent n’a pas diminué. Le niveau baisse donc. Plus ou moins pourtant, je reviendrai sur ce point plus loin.

Concernant les filières universitaires, la situation est évidente. Aucun responsable d’un cycle universitaire, que ce soit un DEUG, une maîtrise, un DESS, ou maintenant un Master, ne peut s’offrir le luxe de recalculer les trois quarts de sa promotion, ni même la moitié passé le DEUG. Si donc le flux entrant, qu’il est en général *interdit* de sélectionner, est mauvais, le flux sortant le sera aussi, tant pour sa partie “utile” allant vers le monde du travail que dans sa partie “réinvestie” allant vers le diplôme de rang plus élevé.

Imaginons un responsable de Licence réservant son diplôme aux 10% d’étudiants qui en ont le niveau. On criera au scandale et à l’effarante inefficacité de l’université. De *cette* université s’il est seul, et je reviens ci-dessous sur le caractère insupportable de cet isolement, de *l’Université* si toutes le font. Il se trouvera alors vite un gouvernement pour penser que le privé serait plus efficace, et à cette aulne, soyez sans crainte, il le sera. . . J’ai vu ce phénomène exposé très clairement par un professeur de Harvard.

Pour comble de malheur, un gouvernement mal inspiré a publié en 2005 un “palmarès” des universités françaises dont le critère d’excellence est la proportion du nombre d’étudiants diplômés sur le nombre total d’entrants ! On ne sait quel fonctionnaire totalement ignorant de la situation du corps qu’il gouverne —ou complètement stupide ?— a inventé cette ultime incitation à cacher le désastre en diplômant tout le monde, indépendamment du niveau atteint.

Le complot du secret

Comment pareille chose ne fait-elle pas plus scandale ? C’est qu’aucun responsable, aucun enseignant, ne l’admettra publiquement. À cela plusieurs raisons.

D’une part, l’admettre seul, c’est condamner nos étudiants à ne pas se placer sur le marché du travail face à la concurrence auto-déclarée bonne —que dis-je *excellente*. D’autre part, c’est nous condamner nous-même à avoir un encore plus mauvais recrutement l’année suivante, et entrer dans une spirale descendante. Pour cette raison, les plaquettes des établissements d’enseignement sont pleines des arguments qui “prouvent” l’excellence de leurs étudiants. La vérité est que nous sommes coincés dans un système de mensonge stable.

En outre, il faut mesurer l’opprobre qui s’attache, en milieu universitaire, au fait d’avoir de mauvais étudiants. C’est n’avoir pas su en attirer de bons. C’est un échec humiliant. Personne ne l’admettra

⁴L’argent est désormais le seul à avoir du prestige auprès des jeunes, et, de l’X aux petites écoles, les étudiants ne viennent plus vers les difficiles formations mathématiques que pour l’accès qu’elles ouvrent aux formations en finance, lesquelles sont orientées finance de marché, là où se trouve, —pour un temps— l’argent facile, et non pas finance d’entreprise, celle dont on a oublié qu’elle est la raison d’être de l’autre.

publiquement. Et la nécessité d'efficacité vis à vis de nos étudiants actuels et de nos recrutements futurs, telle que je viens de l'exposer, sert de bonne conscience : nous mentons parce que nous avons honte, mais nous nous abritons derrière l'alibi d'une bonne cause.

J'ai dénoncé cette situation, en termes plus diplomatiques qu'ici, dans un conseil d'administration de l'école où je suis en poste, exemples à l'appui. Je ne me suis pas fait très bien voir —c'est un euphémisme. Pour autant, aucun de mes collègues n'a pu me contester. Car tous, dans les couloirs, colportent les mêmes histoires d'horreur.

Mais tant que ce blackout sur la situation véritable durera, le mal restera incurable. Comment soigner un mal qu'on nie ? Le remède devrait certainement être recherché au niveau de l'Union Européenne. Pour le rechercher, il faut qu'on en parle ensemble, pour en parler ensemble il faut qu'on admette publiquement que le mal existe, et son ampleur terrifiante.

Trois effets induits

L'écart grandes écoles - Universités

Un effet induit redoutable est que cela creuse le fossé entre les (très) grandes écoles et les cycles universitaires, fossé que des universitaires courageux avaient travaillé à combler avec un certain succès quant au résultat, si-non quant au comportement, resté très raciste, des DRH de grandes entreprises.⁵

En effet, dans toute classe d'âge, il y a quelques "anormaux" qui travaillent sans qu'on les y contraigne et sont très bons. Seuls ceux-là surnagent dans la médiocrité actuelle. Mais ils sont peu nombreux, et sont donc exhaustivement aspirés par les très grandes. Ainsi, celles-ci, bien qu'elles aient vu le niveau de leurs élèves baisser sérieusement, sont en partie préservées par ce petit noyau qui protège ce qu'elles ont à montrer et tire le reste vers le haut. Ainsi l'écart se creuse à nouveau avec le "reste du monde", le commun des mortels.

Les cycles sélectifs des universités

Paradoxalement, dans cette débandade, les cycles sélectifs : IUT, écoles d'ingénieur, des universités sont plus menacés que les maîtrises, par exemple. En effet, la (mauvaise) sélection d'entrée ne compense pas l'incapacité, née de la tradition, qu'ils ont de renvoyer sans diplôme une fraction significative de leurs étudiants.

Un responsable de maîtrise courageux peut coller 40% de ses étudiants. Pas une école d'ingénieurs. Elle y perdrait son accréditation. Mais encore, est-ce un moyen de préserver l'essentiel dans la situation d'obscurantisme où nous maintient le complot du secret. Pas la solution souhaitable, bien entendu.

À ce propos, il faut signaler que la commission du titre⁶ ne protège *absolument pas* la qualité des diplômes qu'elle accrédite : elle privilégie systématiquement le nombre à la qualité. Et alors qu'elle devrait exiger que nous soyons difficiles sur l'attribution du diplôme, ses injonctions sont toujours pour diminuer le contenu scientifique des cursus, raccourcir les cycles complémentaires, diplomer une plus grande fraction de nos étudiants.

⁵Je suis moi-même "bien né", ce n'est pas un dépit personnel qui me fait écrire cela.

⁶qui a en toutes choses une vision extrêmement passéiste du titre d'ingénieur, occupée qu'elle est à lui inventer des supériorités imaginaires sur les autres titres universitaires, supériorités dont ont besoin pour survivre les toutes petites écoles qui la contrôlent. En poste moi-même dans une "petite" école d'ingénieurs, je sais de quoi je parle.

La fin de l'ascenseur social

Naturellement toute cette mécanique est directement liée au “pas de sélection” que les syndicats étudiants ont gardé de 1968.⁷ Dans ce contexte, la seule condition pour poursuivre des études est que les parents aient une expérience des classes dirigeantes qui les motive, et les moyens d'entretenir leur rejeton des années au travers de redoublements malgré tout inévitables.

On voit maintenant dans les meilleurs cycles d'enseignement supérieur les étudiants contester non seulement la “justesse” de la notation, mais sa pertinence même. Ces étudiants voudraient avoir le salaire d'un cadre supérieur sans avoir à démontrer un niveau de connaissances qui le justifie. Pour ces représentants d'une nouvelle noblesse quasi héréditaire, accepter d'être noté, c'est déjà déroger...

Qui plus est, on observe que ceux qui arrivent à atteindre un bon niveau, c'est (presque) toujours parce que le milieu familial a suppléé aux carences du système éducatif. Une étude faite à la demande du très impopulaire Claude Allègre avait mis en évidence un accroissement rapide de la proportion d'enfants des milieux favorisés dans les élèves des grandes écoles.

Deux réflexions finales

Ayant regardé ce phénomène depuis dix ans, je suis angoissé, non pas par l'avenir à long terme, les choses reviendront un jour, mais par l'avenir à moyen terme de la technologie dans nos pays occidentaux. Dans les années qui viennent, nos cadres techniques seront ignorants (et incultes), alors que les cadres indiens, chinois, singapouriens, sont toujours meilleurs. Dans le même temps, ces sociétés croient toujours, au plan philosophique, à l'utilité de la technologie comme facteur de progrès. Plus les-nôtres, qui n'ont trouvé d'autre parade au faible goût des jeunes pour l'effort d'apprendre des mathématiques que de retirer lesdites mathématiques des cursus d'ingénieur. Au nom du myope “ils ne s'en serviront jamais”. (Je note au passage que ce n'est pas juste qu'ils n'aient pas le *goût* de l'effort, c'est qu'ils n'ont pas la *notion* de l'effort intellectuel.)

Les prochains grands développements technologiques ne viendront plus d'occident.

Interrogation finale Je suis de plus en plus persuadé que l'intelligence, la capacité de comprendre, notamment de comprendre un texte écrit, et de raisonner, n'est pas juste une qualité innée⁸ dont la répartition statistique serait constante dans l'espèce homo sapiens sapiens. Il m'apparaît que c'est un acquis de l'exercice intellectuel des années de jeunesse. Et nous avons maintenant dans nos universités et nos écoles des jeunes à qui on n'a pas fait faire cet exercice.

Nous les avons laissé grandir inintelligents.

⁷Examinez quels étudiants cela protège, et lesquels cela dessert. Et vous saurez qui peuple les syndicats étudiants.

⁸qui pourrait être “mesurée” par un “test de QI” indépendant de l'instruction. Je ne connais pas notion plus réactionnaire.